



Assemblée générale

Distr. limitée
31 mars 2008
Français
Original : anglais

Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer Neuvième réunion 23-27 juin 2008

Organisation des travaux et ordre du jour provisoire annoté

1. Comme le prévoit la résolution 54/33 de l'Assemblée générale, en date du 24 novembre 1999, qui a institué le Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer (le « Processus consultatif »), les deux coprésidents nommés par le Président de l'Assemblée générale doivent définir, en consultation avec les délégations, les modalités d'organisation qui facilitent au mieux les travaux du Processus consultatif, conformément au Règlement intérieur et à la pratique de l'Assemblée générale. Il est rappelé que, par sa résolution 57/141, l'Assemblée générale a décidé de maintenir le Processus pendant une durée initiale de trois ans et, par sa résolution 60/30, de le proroger pour trois ans.
2. S'appuyant sur les consultations engagées avec les délégations et sur une réunion préparatoire officieuse tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 18 mars 2008, les Coprésidents – Lorraine Ridgeway (Canada) et Paul Badji (Sénégal) – ont mis au point l'organisation des travaux (voir annexe I) et le projet d'ordre du jour annoté (voir annexe II) de la neuvième réunion du Processus consultatif.
3. Les questions sur lesquelles porteront les débats du groupe de discussion sur le sujet « Sécurité et sûreté maritimes » sont exposées dans l'annexe III et visent à faire ressortir des points importants que le groupe de discussion voudra peut-être examiner, compte tenu en particulier du rapport annuel du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer (A/63/63).
4. Les participants au Processus consultatif sont invités à examiner et à adopter l'ordre du jour provisoire de la réunion.



Annexe I

Organisation des travaux de la neuvième réunion du Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer

Méthode de travail

1. Conformément à la résolution 54/33 de l'Assemblée générale, les travaux du Processus consultatif à sa neuvième réunion se dérouleront en séances plénières et dans le cadre d'un groupe de discussion.
2. La participation aux séances plénières sera ouverte à toutes les parties énumérées à l'alinéa a) du paragraphe 3 de la résolution 54/33. La participation au groupe de discussion sera également ouverte aux représentants des grands groupes définis dans la section III du programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement^a.
3. Dans la limite des places disponibles, les représentants des grands groupes et d'autres observateurs pourront assister aux séances plénières, conformément à la pratique établie.

Ordre du jour

4. À la neuvième réunion, les deux Coprésidents proposeront aux participants un ordre du jour provisoire comportant un projet de programme de travail pour la réunion et un calendrier des séances plénières et du groupe de discussion, qui seront examinés et adoptés, selon qu'il conviendra.

Groupe de discussion

5. Dans sa résolution 61/222, l'Assemblée a recommandé que les participants à la neuvième réunion centrent leurs débats sur le sujet intitulé « Sécurité et sûreté maritimes ». S'appuyant sur les consultations avec les délégations, les deux Coprésidents proposeront une esquisse du sujet qui sera examinée par le groupe de discussion lors de cette réunion. Ils inviteront un nombre limité de participants à part entière à ouvrir le débat par un bref exposé sur des questions se rapportant au thème examiné.

Rapport de la neuvième réunion

6. Le rapport de la neuvième réunion comprendra les éléments suivants :
 - a) Les thèmes consensuels spécifiquement liés aux questions débattues à la réunion, que les participants seront convenus de proposer à l'Assemblée générale pour examen au titre de la question intitulée « Les océans et le droit de la mer » [voir résolution 54/33, par. 3, al. h)];

^a *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.

b) Un résumé, établi par les Coprésidents, des débats sur les questions et les idées soulevées au cours des séances plénières et des séances des groupes de discussion;

c) Les questions qui pourraient bénéficier de l'attention de l'Assemblée générale dans ses travaux futurs sur les océans et le droit de la mer.

7. Les Coprésidents soumettront des projets de thème à la neuvième réunion. Les États Membres auront l'occasion d'examiner formellement ces projets et de proposer des amendements, le cas échéant, dans le but d'arrêter une position commune comme indiqué à l'alinéa a) du paragraphe 6 ci-dessus. Ils pourront auparavant tenir des consultations officielles sur les projets.

8. Une version préliminaire du résumé des débats établie par les Coprésidents conformément à l'alinéa b) du paragraphe 6 ci-dessus sera affichée (en anglais seulement) sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, à l'adresse www.un.org/Depts/los, dans les trois semaines suivant la fin de la neuvième réunion, pour que les délégations puissent formuler leurs observations.

9. Les Coprésidents soumettront au Président de l'Assemblée générale une version définitive du rapport, dans laquelle figureront les thèmes à proposer à l'Assemblée qui auront fait l'objet d'un consensus et rendront compte des observations concernant les points faisant l'objet des alinéas b) et c) du paragraphe 6 ci-dessus. En outre, cette version du rapport sera affichée (en anglais seulement) sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer.

Annexe II

Ordre du jour provisoire annoté de la neuvième réunion du Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer

Lundi 23 juin 2008

10 heures à 13 heures^a

Première séance plénière

Point 1. Ouverture de la neuvième réunion

Point 2. Adoption de l'ordre du jour

1. Les participants au Processus consultatif sont invités à examiner et, éventuellement, à approuver le projet d'ordre du jour de la neuvième réunion. Le calendrier des séances est donné à titre indicatif : les points seront examinés au fur et à mesure des progrès accomplis dans les débats.

Point 3. Échange de vues général sur les domaines critiques et les mesures requises, y compris des questions examinées lors des réunions précédentes

2. Le point 3 sera examiné par étapes et il est prévu d'en poursuivre l'examen à la deuxième séance plénière. Les questions examinées lors des réunions précédentes seront abordées à cette occasion ainsi que tout autre échange relatif au sujet débattu et les autres échanges sur les questions autres que celles qui sont examinées.

3. Dans ce contexte, les délégations présentes à la première séance plénière seront invitées à limiter leurs interventions aux questions ayant spécifiquement trait au sujet de la neuvième réunion, intitulé « Sécurité et sûreté maritimes ». Faute de temps et compte tenu du nombre éventuel d'intervenants, les délégations sont invitées à limiter leur exposé oral à cinq minutes.

15 heures à 18 heures^a

Groupe de discussion

Sécurité et sûreté maritimes

4. Étant donné les thèmes de réflexion prévus pour le groupe de discussion, tels qu'exposés à l'annexe III, il est envisagé d'organiser les débats comme énoncé ci-après. Il est proposé d'ouvrir chaque débat par des exposés des groupes, suivis de discussions entre délégations et membres du groupe.

Débat 1

Aperçu général des menaces à la sécurité maritime, de leurs effets et des mesures prises pour y faire face, l'accent étant mis sur les actes de piraterie et les vols à main armée à l'encontre des navires

- a) Exposés des groupes;
- b) Discussion.

^a Toutes les séances commenceront à 10 heures et à 15 heures précises.

Mardi 24 juin 2008**10 heures à 13 heures^a****Groupe de discussion (suite)***Débat 2**Prévention et répression de la criminalité transnationale organisée*

- a) Exposés des groupes;
- b) Discussion.

15 heures à 18 heures^a*Débat 3**Données d'expérience et problèmes en matière de sûreté maritime*

- a) Exposés des groupes;
- b) Discussion.

Mercredi 25 juin 2008**10 heures à 13 heures^a****Groupe de discussion (suite)***Débat 4**Priorité à la sécurité des personnes en mer*

- a) Exposés des groupes;
- b) Discussion.

15 heures à 18 heures^a**Groupe de discussion (suite)***Débat 5**Sécurité et sûreté maritimes : améliorer la coopération et la coordination, mieux intégrer l'action menée et renforcer davantage les capacités*

- a) Exposés des groupes;
- b) Discussion.

Jeudi 26 juin 2008**10 heures à 13 heures^a****Deuxième séance plénière**

Point 3. Échange de vues général sur les domaines critiques et les mesures requises, y compris les questions examinées lors des réunions précédentes (suite)

5. Les participants pourront intervenir sur les thèmes de discussion du groupe. En particulier, les principales organisations intergouvernementales seront invitées à se pencher sur les solutions éventuelles aux problèmes soulevés par le groupe de discussion dans le contexte de la coopération et de la coordination, compte tenu de leur mandat et des ressources pratiques dont elles disposent. Les organisations non gouvernementales pertinentes pourront être invitées à soumettre une déclaration commune en ce qui concerne la manière dont la société civile pourrait contribuer à résoudre certains des problèmes soulevés au sein du groupe.

6. En outre, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales voudront peut-être désigner les manifestations ou réunions lors desquelles les questions abordées par le groupe de discussion pourraient être examinées plus avant ou les travaux préparatoires aux activités futures pourraient être entrepris.

7. Des déclarations portant sur des questions autres que celles liées au sujet débattu (« Sécurité et sûreté maritimes ») pourront également être faites pendant l'examen du point 3. Dans sa résolution 54/33, l'Assemblée générale a décidé que, en conformité avec le cadre juridique constitué par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et les objectifs du chapitre 17 d'Action 21, le Processus consultatif doit aider l'Assemblée générale à examiner chaque année, de façon ordinaire et constructive, l'évolution des affaires maritimes, en analysant le rapport du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer (A/63/63) et en suggérant des thèmes qu'elle pourrait examiner, l'accent étant mis sur la recherche des domaines appelant un renforcement de la coordination et de la coopération intergouvernementales et interinstitutionnelles.

8. Les organisations intergouvernementales intéressées, les fonds et programmes des Nations Unies pourront également communiquer les informations les plus récentes sur les progrès pertinents intervenus dans les domaines couverts lors des réunions précédentes.

15 heures à 18 heures^a

Troisième séance plénière^b

Point 4. Coopération et coordination interinstitutionnelles

9. Le Coordonnateur du Réseau des océans et des zones côtières, mécanisme interinstitutions de coopération et de coordination, sera convié à donner des informations sur les activités du Réseau.

10. Les représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – organisations chefs de file – communiqueront également les informations les plus récentes sur « l'évaluation des évaluations » lancée à titre d'étape préparatoire de l'établissement du mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques.

Point 5. Questions qui pourraient bénéficier de l'attention de l'Assemblée générale dans ses travaux futurs sur les océans et le droit de la mer

11. Une liste des diverses questions qui pourraient appeler l'attention de l'Assemblée générale dans ses travaux futurs, établie par les Coprésidents sur la base de la partie C des rapports sur les travaux du Processus consultatif de sa quatrième à sa septième réunion (A/58/95, A/59/122, A/60/99, A/61/156 et A/62/169), sera présentée aux participants au Processus consultatif. Les Coprésidents informeront ces derniers des questions supplémentaires que les délégations auront proposé, au cours de la neuvième réunion, de porter sur la liste

^b Si la réunion est ajournée avant 18 heures, les Coprésidents mettront le temps restant à profit pour préparer les projets de thème de manière à en permettre la distribution avant le 27 juin.

des questions qui pourraient bénéficier de l'attention de l'Assemblée générale dans ses travaux futurs.

Vendredi 27 juin 2008

10 heures à 13 heures^a

Quatrième séance plénière

Point 6. Examen des thèmes à proposer à l'examen de l'Assemblée générale

12. Les participants au Processus consultatif seront invités à adopter par consensus un projet de texte sur les thèmes^c à proposer à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine au titre de son ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer » (voir annexe I : organisation des travaux).

15 heures à 18 heures^a

Cinquième séance plénière

Point 6. Examen des thèmes à proposer à l'examen de l'Assemblée générale (suite)

^c Il est envisagé de distribuer le projet de texte pour consultations officielles éventuelles avant l'examen du point 6.

Annexe III

Thèmes de discussion prévus pour le groupe de discussion sur le sujet intitulé « Sécurité et sûreté maritimes »

Information figurant dans le rapport du Secrétaire général

1. Le chapitre V, concernant la sécurité et la sûreté maritimes, du rapport sur les océans et le droit de la mer que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session (A/63/63, par. 35 à 228), fournit des renseignements généraux à l'usage du groupe de discussion sur la sécurité et la sûreté maritimes.
2. On y trouve un aperçu général du cadre juridique international de la sécurité maritime et une description des mesures prises pour mettre fin à certaines menaces (piraterie, vols à main armée commis en mer; actes terroristes contre des navires, des installations au large et d'autres intérêts maritimes; trafic des armes, notamment des armes de destruction massive; trafic de stupéfiants et de substances psychotropes; trafic et traite d'êtres humains par mer; pêche illégale, non déclarée et non réglementée; dégradation intentionnelle et illégale de l'environnement marin), ainsi qu'un exposé des problèmes qui sont rencontrés actuellement.
3. Les enjeux actuels en matière de sécurité maritime, qui sont exposés au chapitre V, concernent le renforcement de l'efficacité du cadre juridique international; une application plus rigoureuse des mesures de sécurité maritime (les États du pavillon et du port et les États côtiers appliquant ces mesures et en évaluant l'application); et un renforcement accru des capacités, de la coopération et de la coordination. Dans le chapitre susmentionné, l'attention est attirée sur la nécessité de faire face aux conséquences des mesures de sécurité maritime sur l'économie, le secteur des transports maritimes, la population et l'environnement marin. Il ressort également de ce chapitre qu'il importe d'adopter une optique intégrée à tous les niveaux pour affronter les menaces pesant sur la sécurité maritime.
4. S'agissant de la sûreté maritime, il est présenté au chapitre V un aperçu général du cadre juridique international pertinent et une description des activités menées récemment en matière de sécurité maritime (sécurité des navires; formation des équipages; conditions de travail et traitement équitable; transport des marchandises dangereuses; sécurité de la navigation; mise en œuvre et application effective; traitement des personnes sauvées en mer; accidents et incidents de mer et pollution des mers). En outre, les difficultés rencontrées actuellement y sont soulignées.
5. Les enjeux actuels en matière de sûreté maritime, qui sont exposés au chapitre V, concernent l'amélioration de l'efficacité du cadre juridique international; une application plus rigoureuse des mesures de sûreté maritime (application de ces mesures par les États du pavillon; rôle des États côtiers et du port; application effective des instruments applicables aux gens de mer et aux pêcheurs ou aux cas de sauvetages en mer); le renforcement des capacités, de la coopération et de la coordination.

Débats du groupe de discussion

6. La plupart des questions abordées dans le rapport du Secrétaire général étant déjà étudiées dans d'autres instances, le Processus consultatif devrait adopter l'optique qui enrichira le plus possible les travaux en cours et leur donnera de la valeur. Une approche thématique plus ouverte de l'organisation du groupe de discussion est donc proposée afin qu'il puisse plus aisément procéder à un examen plus complet et intégré des différentes questions liées à la sécurité et à la sûreté maritimes et faire ressortir les problèmes transversaux (tels que la coopération et la coordination, ainsi que le renforcement des capacités), tout en ayant la possibilité d'examiner certains problèmes particuliers en matière de sécurité et de sûreté maritimes. Dans tous les cas, il importera que le groupe de discussion tienne compte de la diversité des points de vue, notamment parmi les États (États du pavillon, États du port ou États tiers), les organisations intergouvernementales et les grands groupes définis dans Action 21. Il est donc proposé que, dans le cadre de l'examen de la question intitulée « Sécurité et sûreté maritimes », le groupe de discussion axe sa réflexion sur les thèmes suivants :

a) Aperçu général des menaces à la sécurité maritime, de leurs effets et des mesures prises pour y faire face, l'accent étant mis sur les actes de piraterie et les vols à main armée à l'encontre des navires :

- i) Aperçu général des menaces à la sécurité maritime et de leurs incidences;
- ii) Problèmes de mise en œuvre et d'application effective, notamment en ce qui concerne les actes de piraterie et les vols à main armée à l'encontre des navires;

b) Prévention et répression de la criminalité transnationale organisée :

- i) Aperçu général des mesures prises pour combattre la criminalité transnationale organisée;
- ii) Problèmes de mise en œuvre et d'application effective, notamment en ce qui concerne le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes et le trafic et la traite d'êtres humains par mer;
- iii) Examen des liens pouvant exister entre la criminalité transnationale organisée et la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et les dégradations intentionnelles et illégales de l'environnement marin;

c) Données d'expérience et problèmes en matière de sûreté maritime :

- i) Aperçu général des difficultés en matière de sûreté maritime, en particulier la sûreté des navires, la formation des équipages, les conditions de travail et le traitement équitable (voir également le point d) ci-dessous), le transport des marchandises dangereuses, la sûreté de la navigation, les accidents et les incidents de mer et pollution des mers, les zones de sécurité autour des îles, des installations et des structures artificielles;
- ii) Problèmes de mise en œuvre et d'application effective : point de vue des États du pavillon et du port et des États côtiers;

d) Priorité à la sécurité des personnes en mer :

- i) Problèmes de sécurité et de sûreté rencontrés par les gens de mer et les pêcheurs;

- ii) Traitement des personnes sauvées en mer;
 - e) Sécurité et sûreté maritimes : améliorer la coopération et la coordination, mieux intégrer l'action menée et renforcer davantage les capacités :
 - i) Activités menées actuellement et possibilités s'agissant du renforcement de la coopération et de la coordination/intégration à tous les niveaux (y compris aux échelons national, régional et mondial);
 - ii) Possibilités de renforcement des capacités et mécanismes en la matière.
-